

Mille et une bonnes raisons de voter NON : Mettre K.O l'Elysee et Matignon !

Il pleut comme jamais des euros sur la France. Des millions d'euros de bénéfices et de dividendes. Les géants du CAC40 annoncent sans vergogne des profits records pour 2004 : 9.6 milliards d'euros pour Total, 4.6 pour la BNP, 3.6 pour l'Oréal... Les salaires des PDG d'Arcelor, de Société Générale, de Renault explosent (+23% en 2003). Rémunération annuelle de Bernard Arnault / LVMH : 18.4 millions d'euros. Selon un économiste, les entreprises disposent de montants considérables de cash dont elles n'ont pas l'usage... Elles manqueraient de projets d'investissements rentables ! Le salaire horaire employé ne progresse que de 0.5%. **C'est le Jackpot pour les patrons et les actionnaires, les fonds de tiroirs pour les salariés !**

Avec une flambée des prix sans précédent depuis l'introduction de l'euro, le pouvoir d'achat des travailleurs a vertigineusement reculé. Les timbres passent à 53 et 55 centimes. Les consultations des médecins spécialistes (tarif 1 de la sécu) de 25 à 30 euros. En janvier, le taux de chômage atteint la barre fatidique des 10% d'actifs, soient **2 461 000 personnes exclues du droit –pourtant constitutionnel– au travail.**

Comme chaque année, avec le retour de l'hiver, des dizaines de milliers de parias, femmes et hommes SDF (dont un tiers a entre 18 et 30 ans) errent d'hospices en restos du cœur pour survivre, se calfeutrent dans leur « mètre carré » de carton pour ne pas succomber au froid. Quand ils meurent, souvent dans l'indifférence ou l'anonymat, les médias claironnent en urgence le 115 et poussent parfois l'indécence jusqu'à criminaliser ces pauvres victimes.

C'est dans ce paysage de fracture sociale aggravée qu'éclate l'affaire Gaymard, cet humble savoyard, modeste fils de cordonnier, pas carriériste pour deux sous, travaillant comme un fou 120 heures par semaine pour la République, pas bourgeois, sans fric et « sans domicile fixe »... à Bercy !!! Des millions et des millions de français ont été choqués d'apprendre que ce bébé de la chiraquie, élevé au biberon de l'ENA et d'HEC, propulsé **grand argentier et chantre de la rigueur gouvernementale** osait occuper – en catimini – un logement de fonction de

600 m2, loyer mensuel de 14 000 euros, aux frais de la nation. C'est l'équivalent du salaire minimum annuel d'un ouvrier... Après une série de bobards et de rétractations, le faux jeton avouera sans complexe être multi-proprétaire (5 résidences, un patrimoine évalué à 2 millions d'euros) et assujéti à l'impôt sur la fortune.

A vrai dire, l'affaire Gaymard n'est pas le simple avatar d'un avorton du système. C'est le symptôme d'une véritable césure entre le luxe obscène de « **ceux d'en haut** » **qui gouvernent** et la vie réelle de **tous ceux d'en bas sur le dos desquels on tond toujours la laine**, tous ceux qui vivent l'incertitude du lendemain, les privations au quotidien, les milieux de mois difficiles, les frigos trop souvent vides, tandis que Chirac et Giscard s'achètent et restaurent des châteaux et manoirs, tandis que les « capitaines d'industrie » Lagardère, Bouyges, Bébéar, etc. gonflent leurs portefeuilles boursiers de stock-options et de plus-values volées sur le dos de leur main-d'œuvre. Le peuple travailleur n'est pas dupe. Il n'a pas attendu le scandale Gaymard pour crier sa colère contre les flagrantes inégalités du capitalisme ordinaire.

Depuis la mi-janvier un grogne endémique secoue crescendo tout le pays pour accuser **Raffarin, la « muerte sociale ».** **Toutes générations confondues et par centaines de milliers,** lycéens, étudiants, salariés du public et du privé, licenciés, délocalisés, recalculés, demandeurs

d'emploi, précaires, sans papiers, enseignants, électriciens, cheminots, chercheurs, intermittents, retraités, assurés sociaux, victimes de l'amiante, maires de communes rurales... **se mobilisent, occupent la rue pour dénoncer le chaos social généralisé.**

Un mouvement persistant et percutant par sa détermination, sa dynamique unitaire, sans équivalent depuis 1995 et la chute de Juppé, s'enracine. Mais cela semble ne pas suffire pour intimider et faire plier un gouvernement sourd et autiste, **un premier ministre cynique qui récidive dans son incendiaire-attitude.**

Parole de Ch'ti

Sarkozy chez Alstom – Nord. 28 janvier 2005



Ne vient-il pas de nommer à Bercy un autre bébé Chirac (décidément les couveuses artificielles de Bernadette ne chôment pas) en la personne de Thierry Breton, ex-administrateur des groupes Thomson, Schneider Electric, Axa, Dexia, ex-PDG de France Télécom ? Un « redresseur » d'entreprise, un tueur d'emplois : 40000 en 2 ans chez l'opérateur téléphonique. **Missions prioritaires confiées au prédateur : Conduire la privatisation ou l'ouverture du capital de bon nombre d'entreprises publiques (GDF cet été, EDF pour la fin de l'année) et réduire drastiquement la dépense publique pour satisfaire aux normes du Pacte de Stabilité Européen.**

C'est dans ce climat agité que s'ouvre la campagne du référendum constitutionnel. Une campagne pour le moins atypique. La barricade européenne fait voler en éclats le paysage électoral traditionnel. « Gauche » comme droite officielles n'ont jamais été à ce point divisées. En 1992 au moment de la ratification de Maastricht, le PS faisait bloc pour l'Europe. Les enjeux de 2005 cristallisent les résistances, modifient les lignes de front et clarifient le débat citoyen (hommage au passage aux courageux camarades socialistes et écolos qui tiennent bon pour le NON !).

Le 29 mai, il n'y aura que deux côtés à la barricade et deux camps :

Le camp minoritaire du « oui », ceux d'en haut, un ramassis sans frontières regroupant pêle-mêle un gouvernement impopulaire, le MEDEF, hiérarques, banquiers, eurocrates, médias et tous les politicards socio-libéraux et libéro-sociaux. Ces éléphants qui depuis 30 ans et plus, d'alternances en cohabitations, massacrent la France industrielle et agricole, écrasent ses travailleurs, dénationalisent nos grandes entreprises, cassent notre code du travail, entérinent les délocalisations, déconstruisent, suppriment ou privatisent nos services publics, nos systèmes de santé et d'enseignement, notre protection sociale, bradent notre indépendance nationale. Princes éternels du mensonge et de l'illusion, ces bleus bonnets et bonnets bleus

cherchent aujourd'hui à dissocier, à déconnecter le « oui » de toute considération de politique intérieure. Ces euro-collabos expliquent que le référendum à venir n'est qu'un plébiscite a-politique. La panique cependant les gagne, car chaque jour qui passe, la grogne sociale fait boule de neige et leur « oui » dans les sondages s'effrite. Après les shows télé Chirac – Zappatero – Raffarin, les réunions tupperware de Sarko, la Star-Academy du « oui pluriel » va produire pour les estrades électorales des numéros de duettistes détonnants : Bayrou – Cohn Bendit, Kouchner – Borloo, Royal – Fillon ! On se demande parfois si, à force de cohabitat pour le oui, Chirac et Hollande ne sont pas les frères siamois de l'Euro-patronat !

En face, le camp majoritaire du NON, le nôtre, celui du peuple travailleur, qui le 29 mai exprimera dans les urnes son malaise, sa mal-vie, sa conviction que les choses ne vont plus, ne peuvent plus durer comme ça, que l'Europe libérale et patronale, au lieu de les arranger, les aggravera. Les habitants du Nord – Pas de Calais savent trop bien que ceux qui appellent à voter oui sont à l'origine de leurs problèmes. Les familles des mineurs, des sidérurgistes et

des ouvrier-e-s du textile n'oublient pas qui a mutilé, désertifié, paupérisé leur région, la réduisant en Euroland du chômage. Entre autres, un certain Mauroy à Maignon, flanqué à Bruxelles du père Delors et du Comte belge Davignon.

Le NON peut et doit gagner, si tous ensemble, nous nous mobilisons et unissons, sans sectarisme syndical ou politique :

- **Pour expliquer au maximum d'électrices et d'électeurs parmi nos proches, amis, voisins et camarades de travail, que la Constitution Giscard est une épée de Damoclès invisible, une bombe sociale à retardement, génératrice de misère et de guerre.**

- **Pour les persuader qu'une victoire du NON du même coup sanctionnera et mettra enfin K.O l'Elysée et Matignon ; Un choc salutaire pour la démocratie !**



COORDINATION COMMUNISTE 59 – 62

Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

<http://coordin.communiste.free.fr>

Attention : Le pire ennemi du NON n'est pas le oui, c'est l'abstention massive des partisans du non. Que le référendum espagnol nous serve de leçon. Travaillons à convaincre !